

Brochure n° 3339

Convention collective nationale
IDCC : 2603. – **PRATICIENS-CONSEILS**
DU RÉGIME GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

PROJET D'ACCORD DU 13 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UN PLAN D'ÉPARGNE
POUR LA RETRAITE COLLECTIF INTERENTREPRISES (PERCO-I)

NOR : ASET1850425M
IDCC : 2603

Entre :
UCANSS,
D'une part, et
CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet de permettre aux praticiens conseils du régime général de sécurité sociale de bénéficier du plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises (PERCO-I) instauré par le protocole d'accord du 13 février 2018 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises dans le régime général de sécurité sociale.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique à l'ensemble des organismes du régime général visés à l'article R. 111-1 du code de la sécurité sociale ainsi qu'aux salariés des ARS relevant de la convention collective nationale de travail citées à l'article 2 du présent accord.

Son champ d'application est national.

Article 2

Bénéficiaires du PERCO-I

Tout salarié relevant de la convention collective nationale de travail du 4 avril 2006 des praticiens conseils du régime général de sécurité sociale, comptant au moins 2 mois d'ancienneté au sein du régime général, quelle que soit la nature de son contrat de travail, peut bénéficier du PERCO-I instauré par le protocole d'accord du 13 février 2018, dans les termes et conditions fixées par le dit

accord, y compris dans les évolutions des dits termes et conditions qui pourraient être adoptées par avenant.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée.

Il cessera de produire ses effets au terme de l'application du protocole d'accord relatif à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises dans le régime général de sécurité sociale du 13 février 2018.

Le présent accord, qui ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur, s'applique sous réserve de son agrément par les autorités de tutelle.

Fait à Paris, le 13 février 2018.

(Suivent les signatures.)